

# L'unité occidentale hier et aujourd'hui

**IERI**  
*ACTUALITÉ*

## la Crise des missiles de 1962 et l'engagement en Afghanistan

En 1962, avait lieu une des plus graves crises de la Guerre froide : la crise des missiles de Cuba qui a presque abouti à une intervention armée • Quarante ans plus tard, un nouveau conflit, celui de l'Afghanistan, montre que la question de l'unité de l'Occident est toujours d'actualité • Face aux difficultés rencontrées sur le terrain, l'unité affichée vacille et le consensus quant à la stratégie à adopter semble de plus en plus dur à obtenir • Le conflit afghan ne parvient pas à mobiliser les forces



alliés afin de constituer une nouvelle forme d'unité, plus globale, allant bien au delà des domaines purement géostratégique et diplomatique • Avec la multiplication des acteurs et donc des avis à prendre en compte, la solidarité occidentale est de plus en plus soumise à rude épreuve •

# Une unité alliée en dilettante

The New York Times

Par JAMES P. RUBIN  
Publié le 4 Nov. 2009

En respectant la promesse qu'il avait faite de restaurer le respect et le soutien des alliés des États Unis, le gouvernement de Obama devrait maintenant tirer bénéfice de l'unité de l'occident face aux crises afghanes et iraniennes. Mais malheureusement, lorsque l'unité de l'occident apparait suffisante, celle ci n'est pas réelle. Et à l'inverse quand celle ci est sincère, elle n'est plus alors suffisante.

Prenons le cas de la guerre en Afghanistan. Alors que Obama travaille au développement d'une politique américaine qui soit pérenne, la plus part des chefs d'État et de gouvernement en Europe restent sur la touche en espérant ne pas avoir à envoyer plus de soldats ou augmenter l'engagement financier pour une guerre qui semble impossible à gagner. Ces derniers ne considèrent pas la guerre en Afghanistan comme un réel déploiement de l'OTAN auquel ils doivent participer activement. A l'exception des britannique et des canadiens, la plus part des pays membres n'ont envoyé qu'un faible nombre de soldats, qui représente un acte de solidarité après le 11 septembre mais pas parce qu'ils pensent que la défaite des talibans pourrait influencer sur la sécurité européenne. Bien avant la dernière crise sur la légitimité du président Hamid Karzai, les dirigeants européens ont compris qu'un succès en Afghanistan ne pourrait se faire à moindre coût et que de ce succès ne dépendait pas la recrudescence des attaques terroristes.

Conscient du peu d'engagement européen, les politiciens américain ne semble pas intéressés de poursuivre le partenariat européen. Dans le cas contraire, Hillary Clinton aurait déjà parcouru les capitales européennes, Londres, Paris, Berlin et Bruxelles pour discuter de l'engagement militaire, de la porté politique, et des stratégies pour sortir du conflit en Afghanistan. La plus part des européens ne se sont pas engagé dans cette guerre en accord avec leur capacité économique et militaire. Une

réelle mission de l'Otan aurait placée les européens plus au centre de l'action, notamment pour ce qui est des décisions militaires, en échange d'un engagement humain plus important.

Tout ceci pour montrer que l'unité de l'occident n'est pas représentative de sa détermination. Les pays européens et l'Amérique du nord n'ont pas arrêté de décisions communes concernant la nécessité d'une guerre en Afghanistan. Cela n'est pas du à des questions de pouvoir mais simplement de volonté.

Plus prêt de chez eux, les chefs d'États occidentaux s'en sortent beaucoup mieux. Depuis cinquante ans, ce n'était pas le moyen orient qui menaçait l'unité de l'occident mais la Russie. De ce point de vue, les nouvelles donnés géopolitiques, ainsi que le président Obama ont rendu les rapports avec la Russie moins problématique. Ce n'est pas seulement que la Russie est devenue un acteur plus faible sur la scène mondiale, mais la décision de Washington de ne pas poursuivre la mise en place de missiles de défense en Europe de l'est, et en même temps de négocier de nouveaux accords sur le contrôle des armes, a permis de rassurer le pouvoir russes pourtant toujours aussi susceptible.



# Afghanistan, l'Italie freine l'OTAN

## Nous n'enverrons pas d'autres soldats

La Repubblica

Par VINCENZO NIGRO

Publié le 8 oct. 2009

Le « Rapport McChrystal » est finalement arrivé dans le main du Président Obama et il a été ensuite officiellement présenté à la presse. Cela veut dire que le président devra bientôt décider si augmenter, ou pas, le nombre de soldats engagés en Afghanistan.

Les choix du gouvernement USA et celles de ses alliés, du gouvernement Italien en particulier, sont fortement liées les une aux autres. Le ministre de la Défense Italien, Ignazio La Russa, s'est rendu en visite auprès du contingent italien déployé dans le pays, après les attentats qui se sont récemment vérifiés et qui ont provoqué des victimes parmi les militaires. Son voyage a été finalisé aussi à redéfinir l'engagement italien vu le changement stratégique des États-Unis.

Il a souligné que le nombre de soldats italiens employés en Afghanistan est déjà «très élevé, et que le gouvernement n'a pas intention de l'augmenter». Cela constitue une réponse indirecte aux pressions qui sont parvenues, dans les semaines passées, de la part des représentants de l'OTAN et des États-Unis.

Le ministre a confirmé que l'Italie continuera à collaborer avec ses alliés au sein des organisations internationales auxquelles elle participe, mais il souhaite obtenir pour son pays une plus grande participation aux processus décisionnels. À l'état actuel c'est un club restreint de quatre pays membres de l'OTAN, le « Four eyes », USA, Royaume-Uni,

Australie et Canada, qui échangent entre eux tous les informations utiles; tandis que d'autres pays, comme l'Italie, la France et l'Allemagne, en sont exclu en grande partie. Résultat, selon les collaborateurs du ministre La Russa, est que « ils nous demandent d'envoyer davantage de militaires pour une mission dont on connait pas la stratégie ni même pas la tactique ».

La Russa a abordé ce même problème avec les journalistes de Kaboul et les médias nationaux, comme à souligner que c'est un aspect très sensible de l'engagement futur du pays. Ce dernier, aussi que la cohérence et l'unité de la mission, seront conditionnés à une plus grande influence et responsabilité de l'Italie dans le processus décisionnel relatif à l'Afghanistan.



# La Grande-Bretagne s'interroge sur son engagement en Afghanistan

Le Monde

Par AUDREY FOURNIER  
Publié le 8 Nov. 2009

Alors que le Royaume-Uni commémore, dimanche 8 novembre, « Remembrance day », l'hommage aux soldats du Commonwealth morts pendant une guerre, le débat sur la guerre en Afghanistan ne trouve faiblir pas, comme l'indique dans *The Independent* l'article de Patrick Cockburn, qui couvre la région depuis plus de 30 ans pour la presse britannique. Une majorité de Britanniques estime qu'une victoire dans la guerre en Afghanistan est impossible et demande un retrait aussitôt que possible de leurs troupes, selon un sondage de l'institut ComRes pour la BBC.



Ce sondage est publié alors que le premier ministre britannique Gordon Brown a annoncé, la semaine dernière, son intention d'envoyer 500 militaires supplémentaires en Afghanistan, ce qui porterait leur nombre à 9 000, et que 231 soldats britanniques sont morts sur le terrain depuis 2001. Dans le même temps, l'armée britannique envisagerait une nouvelle stratégie, affirme *The Times*. Elle supposerait un retrait des bases avancées dans les provinces vers quelques zones précises, comme la province de Helmand.

"Il est impossible de gagner la guerre en Afghanistan" affirment 64 % des personnes interrogées lors de ce sondage, soit 6 % de plus que lors d'un sondage réalisé par le même institut en juillet. Seul 27 % croient en la victoire. 63 % jugent que les troupes britanniques devraient se retirer dès que possible contre 31 % qui estiment le contraire. 54 % indiquent qu'ils "comprennent bien la mission de la Grande-Bretagne

en Afghanistan" tandis que 42 % disent ne pas la comprendre.

"Le résultat du sondage laisse à penser que la guerre devrait avoir un impact sur l'appui au Parti travailliste, parce que ce sont les sympathisants de ce parti qui y sont le plus opposés", souligne le directeur de l'institut ComRes, Andrew Hawkins. Pour 52 % des personnes interrogées, "le niveau de corruption révélé lors de la récente élection présidentielle montre qu'il ne vaut pas la peine de combattre en Afghanistan". Un sondage de l'institut YouGov indiquait jeudi dernier que 57 % des Britanniques ne croyaient pas en la victoire en Afghanistan, 35 % souhaitant un retrait immédiat des troupes et 38 % un retrait "rapide".

## PAS DE PERSPECTIVE DE RETRAIT

Le ministre des affaires étrangères, David Miliband, reconnaît dans le

*Mail on Sunday* que "la menace est difficile à voir et encore plus compliquée à comprendre" mais "cette guerre est en tous points une guerre nécessaire". S'exprimant avant la cérémonie de commémoration à Londres en présence de la reine Elizabeth II, le ministre de la défense a relevé sur la chaîne *Sky News* que le Royaume-Uni devait "persévérer, nous devons faire preuve de fermeté".

Le chef d'état-major interarmes britanniques, Jock Stirrup, estime pour sa part que les forces afghanes ne devraient être en mesure d'assurer seules la sécurité du pays que vers... 2014. "Nous sommes là-bas pour assurer la sécurité afin que des solutions politiques soient mises en place mais nous n'assurons la sécurité que jusqu'à ce que les Afghans soient capables de le faire eux-mêmes", a déclaré Sir Jock Stirrup dimanche sur la BBC. "Je pense que ce sera vers 2014", a-t-il ajouté, jugeant "un peu optimiste" l'estimation du commandant en chef

de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) et des troupes américaines en Afghanistan, le général américain Stanley McChrystal qui a indiqué "que ce ne sera pas avant 2013", a rappelé M. Stirrup.

De son côté, le général de corps d'armée Jim Dutton, plus haut gradé britannique en Afghanistan, a

déclaré dans un entretien à la BBC, le 5 novembre : "Nous pouvons atteindre d'ici trois à quatre ans un niveau de sécurité qui permette aux Afghans de prendre la relève". "Cela vaut la peine que des soldats doivent mourir à cette fin parce que les conséquences d'un échec sont bien plus importantes", a-t-il ajouté.

Les deux gradés reconnaissent que

des efforts sont nécessaires pour faire comprendre au grand public les raisons de la présence en Afghanistan, de plus en plus controversée au Royaume-Uni, et montrer que des progrès sont effectués. "Il faut démontrer que sur le long terme, c'est faisable", a indiqué M. Stirrup. "C'est douloureux et c'est lent et c'est par à-coups mais nous sommes dans la bonne direction", a-t-il poursuivi.

## ILS ONT DIT



**Robert Kennedy** (Brother of JFK and Attorney General), *Thirteen Days: A Memoir of the Cuban Missile Crisis*: "We saw as never before the meaning and responsibility in the

power of the United States, the power of the President, the responsibility we had to people around the globe who had never heard of us, who had never heard of our country or of the men sitting in that room determining their fate, making a decision which would influence whether they would live or die."

Nous avons constaté comme jamais auparavant la signification et la responsabilité des États Unis, le pouvoir de son Président, la responsabilité que nous avons envers les peuples de la terre entière qui n'avaient jamais entendu parlait de nous, qui n'avaient jamais entendu parler de notre pays ou de

ces hommes assis autours de la table et qui décide de leur sort, choisissant s'ils doivent vivre ou mourir.

**Nikita Khrushchev**, *Khrushchev Remembers*: "I found myself in the difficult position of having to decide on a course of action which would answer the American threat but which would also avoid war. Any fool can start a war, and once he's done so, even the wisest of men are helpless to stop it- especially if its a nuclear war."



Je me suis retrouvé dans une position difficile ou je devais choisir comment répondre à la menace Américaine tout en évitant la guerre. N'importe quel idiot peut commencer une guerre, mais quand celle ci a débuté, même le plus sage des hommes ne peut parvenir à l'arrêter – surtout dans le cas d'une guerre nucléaire.

### Sources

**The New York Times** 1 160 000 ex., Etats-Unis, quotidien. Premier quotidien du pays dont le slogan est "All the news that's fit to print".

**La Repubblica** 650 000 ex., Italie, quotidien. Né en 1976. Orienté à gauche, il est très critique vis-à-vis du président du Conseil Silvio Berlusconi.

**Le Monde** 320 000 ex., France, quotidien. Journal « du soir » qui paraît l'après-midi et qui est daté du lendemain.